

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

**N° DLM-2021-037 - Séance du 25/03/2021**

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	17	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
A l'unanimité	0

L'an 2021, le jeudi 25 mars à 19h00, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni en Salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis aux membres du conseil municipal le 19 mars 2021.

Monsieur Xavier POTAVIN est élu secrétaire de séance.

**Présents :**

Jean-Luc MEISSONNIER, Elisabeth MAZOLLIER, Philippe MARTY, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Carole PAHLAWAN, Ludovic DUCAMP, David CARBONELL, Bernard VIDAL, François RODENAS, Patricia VANGREVELYNGHE, François-Xavier CHAZOTTES, Séverine MONIN, Olivier TAPIE, Xavier POTAVIN, Emilie CHENOT, Martin FAURE.

**Absent(s) représenté(s) :**

Julie LUDGER pouvoir à Elisabeth MAZOLLIER, Christiane GAUBERT pouvoir à David CARBONELL, Marie-France TEXIER pouvoir à Christophe KASZUBA, Marie-Thérèse AMALVY pouvoir à Ludovic DUCAMP, Josiane DEVESA pouvoir à Philippe MARTY, Michel BAUDOUR pouvoir à Carole PAHLAWAN, Damien CORDEAU pouvoir à Emilie CHENOT, Claire VITOU pouvoir à François RODENAS, Valérie DALMAS pouvoir à Martin FAURE, Nadine GUILLON pouvoir à Bernard VIDAL, Christophe DOLL pouvoir à Patricia VANGREVELYNGHE, Olivier DURIX pouvoir à Olivier TAPIE.

## N° DLM-2021-037 - AVIS SUR L'OUVERTURE D'UNE LIGNE DE TRESORERIE PAR LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS)

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-34 du CGCT, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) doit solliciter l'avis conforme du conseil municipal pour pouvoir contracter des emprunts.

Du fait de la reconstruction de l'EHPAD, le CCAS doit faire face à un manque à gagner important en trésorerie du fait du décalage dans la perception des subventions et de la récupération de la TVA.

Trois établissements bancaires ont été consultés : la caisse d'épargne, la banque postale et le crédit agricole pour une ligne de trésorerie de : 1 500 000€.

La proposition du crédit agricole est retenue : au taux variable pré-fixé, indexé sur l'EURIBOR 3 MOIS moyenne du mois facturé (facturation du mois M sur la base de l'index de M) plus marge de 1.20%, soit à titre indicatif sur index de février 2021 à -0.54% un taux de : 0,66%.

Le conseil municipal est invité à émettre un avis conforme sur le recours à une ligne de trésorerie par le CCAS.

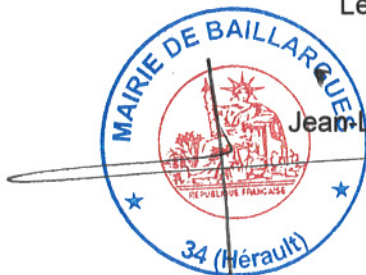
Sur le rapport de Monsieur Philippe MARTY, adjoint au maire délégué aux finances, à la commande publique et à l'administration générale,

Le conseil municipal **ADOpte** à l'unanimité cette délibération.

Pour extrait conforme,

Le jeudi 25 mars,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».